



Brussels
11/06/2026
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	ENEST.C.4.DEL.Armenia.002
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	517521
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt	Q4 2026
Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate)	24
Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Armenia Arménie Armenien
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	With allowances Avec indemnités Mit Vergütung
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	27/07/2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
11/06/2026
HR.B.1.003

Entity presentation:

The European Union (EU) is an economic and political partnership between 27 European countries. It plays an important role in international affairs through diplomacy, trade, development aid and working with global organizations. Abroad, the EU is represented through more than 140 diplomatic representations, known also as EU Delegations, which have a similar function to those of an embassy.

The EU Delegation to Armenia, Yerevan works in close coordination with the Embassies and Consulates of the 27 EU Member States. We are a fully-fledged diplomatic mission and represent the European Union in dealings with the Armenian government in areas that are part of the EU's remit.

Job presentation:

The post of Seconded National Expert in the Delegation's Cooperation Section. The team currently consists of 16 people and there are occasional atypical working hours. Under this post, the recruited person will be attributed functions depending on the needs of the Delegation, and on the changes of these needs. The successful candidate will serve under the supervision and responsibility of the Head of Cooperation Section (HoC), and her/his Deputy, to contribute to the implementation and oversight of the European Union - Armenia Comprehensive and Enhanced Partnership Agreement (CEPA), with particular focus on the economic resilience and energy connectivity agenda.

Following main tasks and duties will be required:

- Monitor and supervise implementation of policies under the CEPA agreement and support internal EU coordination on this matter, both within the EU institutions, as well as with the EU member states representations.
- Analyse national and regional energy infrastructure and strategic policy planning to identify opportunities for EU support.
- Liaise with the key government counterparts, support the coordination with EU development banks (EIB, EBRD), as well as other relevant IFIs, and represent the EU Delegation in coordination meetings and donor working groups related to the above workstreams.
- Work closely with the project managers in the Section to ensure alignment of the policy cooperation under CEPA with the implementation of the technical assistance projects, as well as consistent and comprehensive communication thereon.
- Support the Delegation's hierarchy with preparation of memos and background documents, as well as minutes of the relevant meetings.
- Contribute to the organization of high-level and technical visits from the EU Headquarters.
- Carry out any other ad hoc analytical or communication duties assigned by the Head of Cooperation;



Jobholder profile:

Experience

+ INTERNATIONAL RELATIONS (generic)

Job-Related experience: at least 5 years

Qualifier: essential

University degree in law, economics/finance, international relations, political science or environment/ civil engineering or equivalent qualification. Good knowledge of EU institutions, their processes and relevant policies (particularly EU neighbourhood policy, partnership agreements).

+ POLICY ANALYSIS/IMPLEMENTATION/MONITORING

Job-Related experience: at least 2 years

Qualifier: advantage

Experience in policy making and programme implementation in the areas of EU acquis and policies that are pursued also in the EU neighbourhood. Experience in development of policies and cooperation in the energy sector would be a particular advantage.

Languages:

EN at C1

Competences:

- Analysing and Problem Solving
 - Ability to conceptualise problems, identify and implement solutions
 - Capacity to analyse and structure information
 - Creativity
- Communicating
 - Ability to understand and be understood
 - Capacity to communicate technical or specialised information
- Delivering Quality and Results
 - Ability to work in a proactive and autonomous way
- Learning and Development
- Prioritising and Organising
 - Capacity to deliver in a structured way
 - Coordination skills
 - Planning capacity
- Resilience
- Working with Others
 - Ability to work in a team
 - Confidentiality



Brussels
11/06/2026
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

L'Union européenne (UE) est un partenariat économique et politique entre 27 pays européens. Elle joue un rôle important sur la scène internationale par le biais de la diplomatie, du commerce, de l'aide au développement et de sa collaboration avec les organisations internationales. À l'étranger, l'UE est représentée par plus de 140 représentations diplomatiques, également appelées délégations de l'UE, dont les fonctions sont similaires à celles d'une ambassade.

La délégation de l'UE en Arménie à Erevan travaille en étroite coordination avec les ambassades et consulats des 27 États membres de l'UE. En tant que mission diplomatique, nous représentons l'Union européenne auprès du gouvernement arménien dans les domaines relevant de la compétence de l'UE.

Présentation du poste:

Poste d'expert national détaché auprès de la Section de la coopération de la Délégation. L'équipe compte actuellement 16 personnes et les horaires de travail peuvent parfois être atypiques. À ce poste, la personne recrutée se verra confier des tâches en fonction des besoins de la Délégation et de leur évolution. Elle travaillera sous la supervision et la responsabilité du chef de la Section de la coopération et de son adjoint, et contribuera à la mise en œuvre et au suivi de l'Accord de partenariat global et renforcé (CEPA) entre l'Union européenne et l'Arménie, en particulier sur les thèmes de la résilience économique et de la connectivité.

Les principales tâches et responsabilités suivantes seront requises :

- Suivre et superviser la mise en œuvre des politiques relevant de l'accord CEPA et appuyer la coordination interne de l'UE sur ce sujet, tant au sein des institutions européennes qu'avec les représentations des États membres.
- Analyser les infrastructures énergétiques nationales et régionales ainsi que la planification stratégique des politiques afin d'identifier les opportunités de soutien de l'UE.
- Assurer la liaison avec les principaux homologues gouvernementaux, appuyer la coordination avec les banques de développement de l'UE (BEI, BERD) et les autres institutions financières internationales concernées, et représenter la délégation de l'UE lors des réunions de coordination et des groupes de travail des donateurs relatifs aux axes de travail susmentionnés.
- Travailler en étroite collaboration avec les chefs de projet de la section afin d'assurer la cohérence de la coopération politique au titre du CEPA avec la mise en œuvre des projets d'assistance technique, ainsi qu'une communication cohérente et exhaustive à ce sujet.
- Appuyer la hiérarchie de la délégation dans la préparation des notes de service, des documents de référence et des comptes rendus des réunions pertinentes.



- Contribuer à l'organisation des visites de haut niveau et des visites techniques en provenance du siège de l'UE.
- Effectuer toute autre tâche ponctuelle d'analyse ou de communication confiée par le chef de la coopération

Profil du titulaire du poste:

"Experience

+ RELATIONS INTERNATIONALES

Expérience professionnelle liée au poste : au moins 5 ans

Qualificatif : essentiel

Diplôme universitaire en droit, économie/finance, relations internationales, sciences politiques ou environnement/génie civil, ou qualification équivalente. Bonne connaissance des institutions de l'UE, de leurs processus et des politiques pertinentes (notamment la politique de voisinage de l'UE et les accords de partenariat).

+ ANALYSES / MISE EN ŒUVRE / MONITORING DES POLITIQUES

Expérience professionnelle liée au poste : au moins 2 ans

Qualificatif : souhaitable

Expérience dans l'élaboration de politiques et la mise en œuvre de programmes dans les domaines relevant de l'acquis communautaire et des politiques également menées dans les pays voisins de l'UE. Une expérience dans l'élaboration de politiques ainsi que dans la coopération dans le secteur de l'énergie constituerait un atout particulier.

Langues :

EN au niveau C1

Compétences :

- Analyse et résolution de problèmes
 - Capacité à conceptualiser les problèmes, à identifier et à mettre en œuvre des solutions
 - Capacité à analyser et à structurer l'information
 - Créativité
- Communication
 - Capacité à comprendre et à se faire comprendre
 - Capacité à communiquer des informations techniques ou spécialisées
- Qualité et résultats
 - Capacité à travailler de manière proactive et autonome
- Apprentissage et développement
- Priorisation et organisation
 - Capacité à travailler de manière structurée
 - Sens de la coordination
 - Capacité de planification
- Résilience
- Travail d'équipe
 - Capacité à travailler en équipe
 - Confidentialité



EUROPEAN COMMISSION
DIRECTORATE-GENERAL
HUMAN RESOURCES AND SECURITY
Competitions, Selections & Secondments

”



Brussels
11/06/2026
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Die Europäische Union (EU) ist eine wirtschaftliche und politische Partnerschaft zwischen 27 europäischen Ländern. Sie spielt eine wichtige Rolle in den internationalen Beziehungen durch Diplomatie, Handel, Entwicklungshilfe und die Zusammenarbeit mit globalen Organisationen. Im Ausland ist die EU durch mehr als 140 diplomatische Vertretungen, sogenannte EU-Delegationen, vertreten, die eine ähnliche Funktion wie Botschaften haben.

Die EU-Delegation in Armenien, Jerewan, arbeitet eng mit den Botschaften und Konsulaten der 27 EU-Mitgliedstaaten zusammen. Wir sind eine vollwertige diplomatische Mission und vertreten die Europäische Union im Umgang mit der armenischen Regierung in Bereichen, die in den Zuständigkeitsbereich der EU fallen.

Stellenbeschreibung:

Die Stelle eines abgeordneten nationalen Experten in der Kooperationsabteilung der Delegation ist zu besetzen. Das Team besteht derzeit aus 16 Personen, und es kann gelegentlich zu unüblichen Arbeitszeiten kommen. Die Aufgaben des/der eingestellten Mitarbeiters/in richten sich nach dem Bedarf der Delegation und dessen sich ändernden Anforderungen. Der/Die erfolgreiche Kandidat/in arbeitet unter der Aufsicht und Verantwortung des/der Leiters/in der Kooperationsabteilung und dessen/deren Stellvertreter/in und trägt zur Umsetzung und Überwachung des Umfassenden und Erweiterten Partnerschaftsabkommens (CEPA) zwischen der Europäischen Union und Armenien bei, insbesondere im Hinblick auf die Themen wirtschaftliche Resilienz und Konnektivität.

Folgende Hauptaufgaben und Pflichten sind zu erfüllen:

- Überwachung und Begleitung der Umsetzung der Maßnahmen im Rahmen des CEPA-Abkommens und Unterstützung der internen EU-Koordinierung in diesem Bereich, sowohl innerhalb der EU-Institutionen als auch mit den Vertretungen der EU-Mitgliedstaaten.
- Analyse der nationalen und regionalen Energieinfrastruktur und strategischen Politikplanung zur Identifizierung von Möglichkeiten für EU-Förderung.
- Zusammenarbeit mit den wichtigsten Regierungsvertretern, Unterstützung der Koordinierung mit den EU-Entwicklungsbanken (EIB, EBRD) sowie anderen relevanten internationalen Finanzinstitutionen und Vertretung der EU-Delegation in Koordinierungstreffen und Geberarbeitsgruppen zu den oben genannten Arbeitsbereichen.
- Enge Zusammenarbeit mit den Projektmanagern der Abteilung, um die Abstimmung der politischen Zusammenarbeit im Rahmen von CEPA mit der Umsetzung der Projekte der technischen Hilfe sowie eine konsistente und umfassende Kommunikation darüber sicherzustellen.



- Unterstützung der Delegationsleitung bei der Erstellung von Vermerken und Hintergrunddokumenten sowie Protokollen der relevanten Sitzungen.
- Mitwirkung an der Organisation hochrangiger und technischer Besuche aus dem EU-Hauptquartier.
- Durchführung sonstiger vom Leiter der Kooperationsabteilung zugewiesener analytischer oder kommunikativer Aufgaben.

Anforderungsprofil:

Berufserfahrung

+ INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN (allgemein)

Berufsbezogene Erfahrung: mindestens 5 Jahre

Qualifikation: erforderlich

Universitätsabschluss in Rechtswissenschaften, Wirtschaftswissenschaften/Finanzen, Internationalen Beziehungen, Politikwissenschaft oder Umwelt-/Bauingenieurwesen oder vergleichbare Qualifikation. Gute Kenntnisse der EU-Institutionen, ihrer Prozesse und relevanten Politiken (insbesondere der EU-Nachbarschaftspolitik und Partnerschaftsabkommen).

+ POLITIKANALYSE/UMSETZUNG/MONITORING

Berufsbezogene Erfahrung: mindestens 2 Jahre

Qualifikation: wünschenswert

Erfahrung in der Policy-Gestaltung sowie in der Umsetzung von Programmen im Bereich des EU-Rechtsbestands und der EU-Nachbarschaftspolitik. Besondere Erfahrung in der Policy-Entwicklung und in der Zusammenarbeit im Energiesektor ist von Vorteil.

Sprachen:

Englisch C1

Kompetenzen:

- Analyse und Problemlösung
 - Probleme zu konzeptualisieren, Lösungen zu identifizieren und umzusetzen
 - Informationen zu analysieren und zu strukturieren
 - Kreativität
- Kommunikation
 - Fähigkeit andere zu verstehen und verstanden zu werden
 - Fähigkeit technische oder fachspezifische Informationen zu vermitteln
- Qualität und Ergebnisse liefern
 - Proaktiv und selbstständig zu arbeiten
- Lernen und Entwicklung
- Priorisierung und Organisation



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s)**. Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- **Berufserfahrung:** eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- **Dienstalter:** ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- **Arbeitgeber:** es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- **Sprachkenntnisse:** gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigelegte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“